

Le pouvoir aux travailleurs

15 OCT 1995

N° 30

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LES PAUVRES ONT INTERET A SE BATTRE POUR EUX-MEME!	2 - 3
- LES RAISONS PROFONDES DU PACIFISME DU FPI	4 - 5
- QUELQUES REACTIONS SUITE AU LUNDI 02 OCTOBRE	6 - 8
- Mgr AGRE A SES COMPERES POLITICIENS	9 - 10
- L'ELEPHANT D'AFRIQUE, CE N'EST PAS POUR DEMAIN	10 - 12
- EMIRATS ARABES UNIS, LA BARBARIE LEGALE	12 - 13
- COMORES: LE DERNIER COUP D'ETAT DE BOB DENARD	13 - 14
- IL Y A CENT ANS MOURAIT ENGELS	14 - 15

**LES PALMERS ONT INTERET A SE
BATTRE POUR EUX-MEMES!**

Suite à l'intransigeance du pouvoir d'appliquer coûte que coûte le code électoral, au besoin par la force, le Front Républicain vient de lancer un mot d'ordre de "manifestations éclatées, sit-in, marches dans tout le pays", à partir du "lundi 16 octobre et tous les jours jusqu'à nouvel ordre". Interrogé dans le journal "Jeune Afrique" sur les risques auxquels ce mot d'ordre pourrait conduire, Laurent Gbagbo, le leader du FPI, a justifié cette démarche en ces termes : "(...) Les Africains doivent comprendre qu'on ne peut avoir ni le développement ni la démocratie sans risquer la prison et la mort. C'est une loi de l'histoire."

Laurent Gbagbo a raison sur un point au moins quand il laisse entendre que rien ne tombe du ciel, que tout progrès, tout changement ne peut venir que de la volonté des hommes, de leur lutte. Mais si l'on ramène cette déclaration au niveau du combat qu'il mène avec les Djény Kobina et autres contre le pouvoir de Bédié, le leader du FPI se révèle tout simplement comme un démagogue.

En effet, dans la lutte qui les oppose au clan de Bédié à propos du code électoral, l'objectif réel de la clique de Gbagbo, Djény, Moriféré et autres, n'est ni plus de développement ni plus de démocratie en Côte d'Ivoire. En réalité, tous ces gens-là, les politiciens au pouvoir comme leurs adversaires de l'opposition, défendent rigoureusement les mêmes intérêts, ceux des riches. Au-delà des apparences, du fait que certains sont à la tête de la dictature et que d'autres prétendent s'opposer à eux, ils appartiennent tous au même monde et partagent le même ordre social, le capitalisme. Ils sont tous au service de la bourgeoisie, d'abord celle des pays impérialistes, comme la France, dont ils sont les valets locaux, mais aussi celle d'ici, quelle que soit son ethnie ou sa race.

La principale ambition des politiciens de l'opposition, c'est d'arriver au pouvoir ou de le partager avec ceux qui le détiennent pour le moment. Ils veulent avoir accès aux privilèges, s'enrichir, placer leurs cousins, leurs copains aux postes les plus juteux, etc. Pour atteindre cet objectif, ils se servent des petites gens comme force de manœuvre. Ils s'appuient sur la colère réelle de la population, ou d'une frange de celle-ci, excédée par la misère, les maladies et toutes sortes d'arbitraires, pour faire pression sur le pouvoir ou le renverser si possible.

Ce type de politique, on l'a vu appliqué ailleurs, dans d'autres pays africains. Au Mali, au Niger, au Congo, au Bénin, par exemple, des politiciens, comme Alpha Konaré, Soglo, ont profité du mécontentement populaire pour prendre le pouvoir au moyen d'élections. Au Rwanda, au Tchad, au Libéria, en Angola, des criminels du genre Taylor, Déby ou Savimbi, exploitant l'exaspération de la population, se sont servis de celle-ci comme chair à canon pour accéder au pouvoir ou avoir

un strapontin quelconque dans un gouvernement.

Quelle que soit la manière dont ces politiciens sont arrivés au pouvoir dans tous ces pays, pour les masses pauvres, rien n'a changé. L'ordre social est resté le même, avec, d'un côté, les riches qui continuent à exploiter, à voler, piller et, de l'autre, les travailleurs, les petits paysans et l'ensemble de la population pauvre toujours victimes de la misère, des maladies et de la désillusion en plus. Bien de pauvres sont morts "cadeau" pour qu'un politicien accède au pouvoir sans que rien ne change dans la vie réelle. C'est cet avenir-là que nous préparent en réalité les Gbagbo, Djény, Moriféré et autres dans le bras de fer qui les oppose au clan de Bédié.

Ceux qui, parmi les travailleurs et les pauvres, n'ont pas voulu laisser passer la dernière en date des ignominies de Bédié, son refus de retirer ce nouveau code électoral injuste, et qui se sont affrontés à la police, ont eu raison. Si chaque injustice, chaque ignominie de ceux qui sont au pouvoir, déclenchait une réaction immédiate, ceux de là-haut seraient plus prudents et ils feraient moins de provocation.

Mais les raisons pour lesquelles se sont battus les travailleurs, les pauvres, les chômeurs d'Abobo ou de Youpougon ne sont pas les mêmes que celles qui font marcher ADO ou même Gbagbo. L'un comme l'autre s'opposent à Bédié, parce qu'ils se considèrent plus aptes à mener une politique en faveur des couches privilégiés que le président actuel ; quand bien même cela ne serait, simplement dans l'espoir d'occuper sa place et s'attribuer les avantages et les revenus qui vont avec.

Les plus pauvres, eux, n'ont rien à attendre, ni personnellement, ni collectivement, de ce que Bédié retire son code, surtout s'il ne retire, comme les chefs de l'opposition sont prêts à l'accepter, que les articles qui désavantagent ADO. Ceux des quartiers pauvres qui se sont battus, l'ont fait pour empêcher le retour au parti unique et à la dictature, même déguisés en multipartisme. Ils l'ont fait, aussi, tout simplement parce que la provocation de Bédié n'a été que la dernière goutte qui a fait déborder la colère accumulée depuis tant de temps, contre l'aggravation de la pauvreté, contre la morgue de la police, contre toute cette société qui écrase les pauvres.

Si les travailleurs et les pauvres acceptent de se battre derrière ADO ou Gbagbo - ce qui revient au même car en ce moment Gbagbo s'aligne complètement sur ADO - ils n'auront fait que tirer le marron du feu pour deux hommes dont l'un a déjà montré, en tant que premier ministre de Houphouët, qu'il est un ennemi des travailleurs et dont l'autre le montrera à la première occasion qui lui en sera donné.

Voilà pourquoi, même lorsqu'ils se battent pour les droits et les libertés démocratiques, les travailleurs doivent se battre sous leur propre drapeau et non derrière les vendeurs d'illusions que sont les politiciens de l'opposition qui les trahiront, inévitablement. Et c'est aussi la seule façon de renforcer les chances de la classe des prolétaires dans les luttes nécessaires pour imposer leurs revendications propres.

LES RAISONS PROFONDES DU PACIFISME DU FPI

Lors de la convention extraordinaire du FPI tenue après les événements dramatiques du lundi 2 qui s'étaient soldés par la mort de 4 manifestants tués par les forces de l'ordre, plusieurs blessés et des arrestations, certains militants du FPI, excédés par les brutalités et les exactions des policiers et des militaires, ont proposé la constitution dans les quartiers populaires d'une milice armée d'auto-défense. Mais la direction a rejeté une telle perspective.

Abou Drahmane Sangaré, le n°2 du FPI, a déclaré que, bien que ce soit "une demande qui se situe dans une logique d'auto-défense", une telle proposition ne pourrait être "entérinée" par "un parti responsable comme le FPI". Il a appelé les militants de ce dernier à rester sages, à "savoir raison garder", même s'ils sont victimes d'une "répression injustifiée". Il a réaffirmé "la ligne de transition pacifique" choisie par le FPI, sous prétexte que "seul le congrès a compétence de réviser cette ligne".

Ainsi donc les militants du FPI et la population peuvent être bastonnés, humiliés, abattus comme des chiens, mais ils n'ont pas le droit de se défendre et de protéger leurs familles parce qu'un soit disant congrès ne l'aurait pas décidé ! Certains pourraient appeler cela du cynisme, que l'on tente de cacher derrière des soucis réglementaire

et organisationnels.

Mais en réalité les déclarations de Sangaré ont une portée beaucoup plus profonde. Le rejet de la violence, le pacifisme affiché par le FPI appelant la population à ne pas réagir face à la brutalité des forces de l'ordre, est en un choix, un choix social et conscient. Sangaré l'a bien dit: le FPI est un parti responsable, c'est-à-dire un parti qui, autant que le PDCI, respecte la légalité, l'ordre établi. En affichant son pacifisme au moment où les assassins armés du pouvoir tirent sur les manifestants dont le seul tort est d'exprimer leur colère légitime contre la misère et la dictature, le FPI veut apparaître aux yeux des riches, des privilégiés, comme un parti qui respecte l'état actuel des choses, qui ne veut pas mettre le feu à la maison. Il veut surtout démontrer aux pays impérialistes comme la France, les Etats-Unis combien il est crédible et peut servir de solution de rechange.

Au-delà de tout, le pacifisme du FPI est surtout l'expression d'une peur bleue de la colère des masses pauvres. Ce que veulent les dirigeants du FPI, c'est de se servir de la force des masses pauvres mais à condition que celles-ci soient contrôlées, encadrées et dirigées calmement, pacifiquement, tels des moutons conduits vers l'abattoir. Comme

les Bédié et autres politiciens bourgeois, ils ont peur des masses pauvres. Ils craignent d'être débordés par elles. Ils craignent que ce soit les opprimés qui, par leur violence organisée, s'attaquent à l'ordre social au profit des riches et imposent le changement par eux souhaité.

Face à la violence barbare de la bourgeoisie et ses laquais, ceux qui, comme les dirigeants du FPI, prêchent la non violence, le pacifisme, demandent à la population de courber l'échine et d'accepter son sort, eh bien ceux-là sont des charlatans mais surtout des criminels: ils conduisent les gens à la mort, les yeux fermés, et préparent ainsi de véritables boucheries. Prôner le pacifisme, c'est enchaîner définitivement les populations à l'ordre établi, à l'exploitation, à la misère, aux maladies, à la dictature, le tout imposé par les riches.

La seule façon pour que la population pauvre se fasse respecter et impose ses choix, c'est justement qu'elle s'organise en dehors de la légalité des riches, en fonction des lois et des intérêts qui lui sont propres et non de ceux décidés par ses ennemis. Nous ne savons pas sous quelle forme concrète les militants du FPI qui en ont fait la proposition, envisagent la milice armée d'auto-défense dans les quartiers populaires, ni même s'ils en ont une idée bien précise. La forme la plus démocratique, la plus efficace ne serait en tout cas pas une milice de parti, mais l'organisation en milice de tous ceux qui le veulent bien.

La constitution en milice d'un quartier populaire ne présenterait en réalité pas de difficultés majeures, à partir

du moment que le quartier, révolté par les exactions policières, en ressent la nécessité. Toutes les bonnes volontés pourraient y trouver une place utile. Les jeunes, bien sûr, qui ont déjà affronté les policiers pendant les journées de manifestations, mais souvent, sans organisation. Mais aussi, tous les autres, jusqu'aux plus âgés, les femmes aussi bien que les hommes, qui toutes et tous pourraient jouer un rôle, ne serait-ce qu'en surveillant les voix d'accès, les mouvements des forces de répression, en avertissant les autres, en aidant les jeunes à se replier quand la nécessité s'en fait sentir, etc. Il ne s'agit pas de constituer de petits groupes de zorros ou de rambos coupés de la population du quartier et agissant derrière son dos, mais au contraire, de groupes de femmes et d'hommes qui agissent avec le soutien du quartier et sous son contrôle.

Pour nécessairement vague que la proposition de milice d'auto-défense puisse être au stade actuel des choses, elle est infiniment plus riche, elle ouvre infiniment plus de possibilités que les simagrées moutonnières de Drahmane Sangaré. Mais les militants du FPI qui ont fait cette proposition sont avertis : s'ils veulent que leur proposition se réalise un jour, ou même seulement qu'elle se discute là où elle devrait se discuter, dans les quartiers pauvres soumis en permanence au racket et aux brutalités des forces dites de l'ordre, -quand ce n'est pas à leur violence meurtrière-, il faut savoir passer outre les consignes de la direction du FPI qui a autant peur de cette idée que Bédié lui-même.

**QUELQUES REACTIONS
SUITE AU LUNDI 02 OCTOBRE**

Le Front républicain a appelé à manifester dans tout le pays le lundi 02 octobre pour protester contre le code électoral imposé par le gouvernement. La répression sauvage des forces de l'ordre a entraîné la mort par balles de 4 ou 5 civils, dont des enfants, et plusieurs dizaines de blessés, certains très grièvement atteints par la brutalité sauvage des forces de l'ordre. Cette répression a entraîné de petites batailles rangées, entre force de l'ordre d'un côté et manifestants de l'autre dans quelques rues d'Abidjan, précisément dans les quartiers populaire tel qu'Abobo et Yopougon.

Les manifestants ont érigé des barricades faites de bric et de brac qu'on peut trouver dans les rues des quartiers populaires ainsi que des pneus enflammés. Quelques voitures ont vu leurs vitres brisées ou leurs carrosseries endommagées par les jets de pierres des manifestants en colère. Le député maire d'Abobo, une pourriture, un détourné de fonds publics, un vulgaire racketteur des petites vendeuses dans les marchés, a fait, à juste titre, l'objet d'une décente des manifestants dans sa maison. Quelques unes de la dizaine de voitures de luxe garées dans sa court ont été quelques peu saccagées par les manifestants en colère pendant que certains de ces derniers ont profité de l'occasion pour faire main basse sur des sacs de riz et autres ustensiles de cuisine à l'intérieur de la maison.

Face à cette situation, les

réactions sont nombreuses et méritent quelques commentaires. Beaucoup de travailleurs n'étaient pas d'accord avec "les casses" que la télévision a montrées à satiété. "Manifester, disent-ils, d'accord, mais à condition que cela soit une marche pacifique". Parce que "les casses, c'est nous les pauvres qui en subissons les conséquences"; "ce sont nous les pauvres qui empruntons les bus et non les riches". "Pourquoi, alors, les casses?".

Ces réactions sur "les casses" sont très justes et on ne peut qu'être d'accord avec elles. On peut tout juste ajouter que l'intérêt des travailleurs n'est surtout pas de casser les biens publics ou les biens de production quels qu'ils soient. Mais il faudrait par contre qu'un jour les exploités les accaparent collectivement pour les mettre au service de tous en réorganisant l'économie autrement, en fonction des intérêts de la majorité et non d'une minorité comme dans la société actuelle.

Aujourd'hui ce sont les fainéants et les voleurs de toutes espèces, tel cet Adama Sanogo qui à lui tout seul dispose de 10 voitures pendant que les travailleurs vont à pied au travail; ou encore tous ces patrons de grandes sociétés qui ne mettent même pas leur pied à l'usine et qui ne font que ramasser le fruit du travail des autres; ou encore ces directeurs d'entreprise qui touchent à eux seuls 100 fois le salaire d'un

ouvrier pendant que ce dernier perçoit juste de quoi survivre. C'est à cette situation injuste que les travailleurs devront mettre un jour fin.

Concernant les "marchés pacifiques" ou pas pacifiques, on peut relever le fait que là où il n'y a pas eu de répression, il n'y a pas eu de casses non plus. On ne peut pas non plus exclure l'idée que le pouvoir lui-même pourrait être à l'origine des casses, pour discréditer aux yeux d'un certain public les partis d'opposition.

Les travailleurs savent bien que quand ils sont obligés de faire grève pour revendiquer de meilleurs salaires ou une meilleure condition de travail, ils le font toujours pacifiquement. Mais ce sont les bourgeois qui envoient les forces de l'ordre pour les frapper. Il en découle une réaction légitime de la part des travailleurs qui sont obligés de se défendre et qui vont exprimer leur colère par des jets de pierres sur tout ce qui appartient à l'Etat et aux bourgeois. Et il y a un point commun entre ces manifestations du 02 octobre et les grèves que déclenchent les travailleurs.

Le journal "Ivoir'Soir" qui consacre, un vendredi sur deux, une page pour une rubrique intitulée "Panel", nous relate dans sa parution du 06 octobre quelques réactions intéressantes à relever.

Ainsi, cette serveuse qui demande que la "justice fasse son travail pour (...) retrouver" les manifestants "et les juger comme il se doit". S'il y avait une justice dans ce pays, eh bien ce seraient les Adama Sanogo qu'il faudrait "juger" pour détournement de fonds; ce seraient ces généraux qui ont

commandité les meurtres de ces cinq civils qu'il faudrait juger; ce seraient tous les patrons, forts de leur argent qui licencient ou qui sous-payent les travailleurs qu'il faudrait juger. Et bien oui, il y a bien une justice dans ce pays mais elle est au service des possédants, des exploitateurs et des voleurs de tout acabit!

On peut relever cette autre réaction de ce "gérant" qui dit: "ce qui s'est passé cette semaine est une grave menace pour notre jeune démocratie".

Qu'est-ce donc que la "démocratie" chez nous? Est-ce le fait de gazer, de maltraiter, de frapper des travailleurs en grève (des pères et des mères de familles, des responsables) pour leurs justes revendications comme cela est arrivé à Blohorn où un ouvrier s'est trouvé avec un bras coupé, à Irho-La Mé où des ouvriers sont traités d'une façon pire que des bandits pour avoir revendiqué leurs droits? A Filtisac, où des ouvriers et des ouvrières ont été maltraités, poursuivis par des forces de l'ordre à travers le quartier, gazés comme si c'étaient des criminels alors qu'ils ne faisaient que réclamer ce qu'ils estimaient être leur dû? C'est quoi la "démocratie" quand des étudiantes sont violées? des étudiants bafoués dans leur dignité? Si c'est ça "la jeune démocratie", eh bien il faut non seulement la combattre mais il faut même l'abattre.

On peut aussi relever ce "chef glacier" qui dit: "Mon dieu, quelle violence inouïe nous avons vécue (...) dans le pays! Pour ma part, la solution n'est pas de détruire les acquis de notre pays. La casse n'est pas indiquée pour le retrait du code électoral. Le dialogue doit

prévaloir. (...) La guerre au Libéria, au Rwanda doit nous interpeller."

La peur de ce Chef glacier peut bien se comprendre. Et pourtant il n'a rien vu. Car, si les travailleurs veulent plus de justice, de meilleures conditions de vie, de meilleurs salaires, une meilleure répartition des richesses, qu'on ne voie plus, par exemple, un Adama Sanogo avec à lui tout seul 10 voitures pendant que ceux qui en ont besoin marchent à pieds, eh bien il faudra que les travailleurs se préparent à faire face à une violence sans commune mesure de la part de la bourgeoisie, une violence autrement plus "inouïe" : la bourgeoisie tuera mille et mille fois plus pour préserver ses richesses.

Bien évidemment, "la solution, pour reprendre le chef glacier, n'est pas de détruire les acquis". Les plus grands perdants dans cette destruction seraient les travailleurs et les pauvres eux-mêmes. Donc, leur intérêt n'est pas de détruire mais au contraire de préserver les richesses et un jour les arracher des mains de la bourgeoisie pour les mettre à la disposition de la majorité, au service de tous.

Est-ce que tous les gens d'Abobo ou de Yopougon qui ont manifesté le 02 octobre l'ont fait pour le retrait du code électoral? Peut-être quelques-uns d'entre eux mais certainement pas la majorité. On a vu des enfants

de 11, 12, 13 ans manifester, des vieux et des vieilles lancer des pierres contre les forces de l'ordre. Code électoral? Non, pas vraiment. Mais ce code électoral a servi plutôt de catalyseur, de prétexte pour exprimer la colère contre la misère, le chômage, la pauvreté et l'injustice. Voilà pourquoi on n'a pas vu des manifestations à Cocody ou à Riviéra, dans les quartiers des plus riches.

Oui, "la guerre au Libéria, au Rwanda, doit nous interpeller", dans le sens où ces pays nous montrent comment les dirigeants, ceux au pouvoir, les PDCI de ces pays, et ceux qui veulent prendre leur place, "les démocrates" de tous poils, sont des gens capables d'entraîner la population dans la barbarie pour leurs ambitions personnelles. Les travailleurs doivent se méfier de tous ces gens-là comme de la peste. Les Bédié, les ADO, les Gbagbo, les Kobina, les Wodié, etc, sont les Charles Taylors, les Savimbi de chez nous. Les travailleurs ont intérêt à s'organiser non pas en suivant le PDCI ou le Front Républicain, etc, qui sont les deux faces d'une même médaille, mais au contraire en se dotant d'une organisation qui défende clairement les intérêts des pauvres, de toutes les nationalités contre les riches, tous les riches: "prolétaires de tous les pays, unissez-vous!". Voilà l'axe autour duquel doivent s'organiser les exploités pour le combat contre les exploités.

+ + + + + + + + + + + + + + + + + + +
+ + + + + + + + + + + + + + + + + + +
+ + + + + + + + + + + + + + + + + + +
+

Mgr AGRE A SES COMPERES POLITIENS

L'église catholique a organisé "une messe pour la paix en Côte d'Ivoire". Les principaux acteurs politiques ont répondu à l'appel de Mgr Agré: le ministre de l'intérieur (qui représentait Bédié), Gbagbo, Djény Kobina, Fologo, etc.

"Entrez dans le match électoral sans rancune (...). Soyez prêts non à être servis, mais à servir loyalement notre peuple au nom du Dieu vivant".

On soupçonnait déjà Mgr Agré politicien: après tout, ne devient pas monseigneur qui veut! Mais voilà que maintenant il prétend au rôle d'arbitre entre les différents candidats à la mangeoire.

Comme tous les politiciens de la bourgeoisie, il a parlé à leur façon, avec une grande dose de démagogie.

Il parle de "match électoral". Pour notre part, on ne peut qu'être d'accord avec ça, dans la mesure où quel que soit le gagnant, rien de fondamentale ne changera ni pour les pauvres, ni pour les riches. Les riches continueront à bouffer pendant que les pauvres à ...trinquer... grâce à la bénédiction de dieu, à défaut, au moins celui de ...Mgr Agré.

Là où il nous prend pour de vrais moutons c'est quand il demande aux différents candidats de "servir" le "peuple" et non être "servis". A moins que, comme ses compères qui ont très certainement reçu le message cinq sur cinq, il parle à demi mot pour que seuls les initiés

comprennent ce qu'il veut dire: servez-vous, mangez! Mais baissez-vous suffisamment, rampez, pour que les riches que vous servez, notamment la bourgeoisie impérialiste, les dieux vivants, puissent s'essuyer les pieds sur vous et continuer à s'enrichir, en pillant le pays. Konan Bédié a si bien reçu le message, probablement par les voies insondables du bon dieu. Il a même devancé le message de Mgr Agré. Il a déjà amassé plusieurs centaines de milliards de francs, dit-on. Comprenons bien le message de mgr Agré: il n'a pas demandé de ne pas piller les caisses de l'Etat. Il a juste demandé de ne pas se "servir". C'est quand même pas la même chose!

Bédié est tellement plus croyant que Bernard Agré lui-même qu'il a certainement reçu le message téléphonique en ligne direct de "dieu vivant", J.C. - Jacques Chirac - Il est même possible que ce soit Bédié qui ait soufflé le message de J.C. à Mgr Agré, par une ligne indirecte, en passant par Rome.

Si piller l'Etat, Bédié a appris à le faire très tôt, grâce aux bonnes leçons de son "père spirituel", dont il était l'apprenti, il sait aussi bien "servir" la bourgeoisie, comme Agré à servir une messe le dimanche pour bien endormir ses ouailles. Là aussi, il n'a pas attendu le message de Mgr Agré: n'est-il pas en train de solder toutes les entreprises de l'Etat, surtout celles qui sont les plus rentables du point de vue capitaliste, au profit de la

bourgeoisie? Il a même réuni les investisseurs pour présenter les entreprises en solde qui n'ont pas encore trouvé acquéreur. Que demande encore Agré?

"Si quelques chose nous arrivait, qui serait là pour nous accueillir?"

Ah, voilà les bonnes paroles d'un politicien au service de la bourgeoisie. Mgr Agré ne veut pas dire les choses par leur mot et on le comprend. Ce qu'il veut dire à travers ces paroles codées pour ceux qui n'ont pas de décocodeur c'est: "tous les candidats potentiels des différents partis, ainsi que les sous-fifres, autant que vous êtes, là assis devant moi, je sais que vous êtes tous des pourris. Pour parvenir au pouvoir, vous êtes capables d'entraîner le pays dans une guerre comme l'ont fait vos compères du Libéria ou d'Angola.

Vous êtes de la même école, je vous connais. Alors, prenez garde à ne pas aller trop loin. Asseyez-vous autour d'une table et partagez le gâteau, il y a de la place pour vous tous. Et arrangez-vous pour que les travailleurs, les exploités, les pauvres, ne sachent pas que vous êtes des pantins au service des mêmes riches.

"(...) que votre quête du pouvoir ne vous endorme pas comme l'opium, leur a t-il dit". Avant de leur demander de faire "l'accolade de la paix".

Nous, Karl Marx nous a appris que c'est la religion qui est l'opium du peuple. Mgr Agré cherche certainement à paraphraser Karl Marx.

Gbagbo donnant l'accolade à Fologo... il y a de quoi donner des frissons... Ça pue la pourriture tout ça.

**L'ÉLÉPHANT D'AFRIQUE,
CE N'EST PAS POUR DEMAIN**

Du 2 au 4 de ce mois, à Abidjan, le gouvernement ivoirien a invité au "Forum des investisseurs" plusieurs centaines d'hommes d'affaires - notamment ceux des pays développés, pour tenter de les convaincre d'investir en Côte d'Ivoire.

Avant la tenue de ce Forum, le gouvernement avait pris un certain nombre de mesures en faveur des patrons, tels que des avantages fiscaux, le "nouveau" code de travail qui leur permet d'avoir une main d'oeuvre corvéable et taillable à merci, etc. De plus, le premier ministre

Kablan Duncan avait parcouru plusieurs pays développés pour prier les hommes d'affaires d'investir en Côte d'Ivoire. Toutes ces initiatives n'ont pas donné les résultats escomptés.

Alors, ce Forum des investisseurs sera-t-il une initiative plus fructueuse que les précédentes? Rien n'est moins sûr. Car les hommes d'affaires ne sont pas là pour "aider" le gouvernement à "bâtir l'éléphant d'Afrique, c'est-à-dire une économie saine, forte et durable", comme l'a exprimé le premier ministre au cours de cette rencontre. Les

capitalistes investissent là où ils sont sûrs de faire des affaires juteuses. Le critère essentiel qui les pousse à investir, c'est la rentabilité.

Ainsi dans les années 60 et 70, quand le café et le cacao - les deux mamelles de l'économie ivoirienne - se vendaient relativement bien et que les caisses de l'Etat étaient garnies, les hommes d'affaires n'attendaient pas d'être invités pour aller investir en Côte d'Ivoire. Ils y allaient d'eux-mêmes, pas seulement pour investir dans le privé, mais aussi dans le public en proposant eux-mêmes des projets à l'Etat, quand celui-ci n'en avait pas de rentables pour eux. Certains, comme Blohorn ou Bolloré se sont enrichis en faisant des affaires surtout dans le secteur privé, d'autres comme Bouygues se sont enrichis essentiellement dans le public. L'Etat lui-même n'hésitait pas à créer ses propres sociétés ou à être actionnaire dans d'autres.

Puis avec la crise économique qui a entraîné l'effondrement des prix du café et du cacao, le mouvement inverse s'est opéré à partir des années 80. Non seulement il n'y avait pas de nouveaux investissements, mais de nombreuses entreprises françaises, par exemple, ont retiré leurs capitaux pour aller les investir ailleurs. L'Etat lui-même cherche désespérément, depuis des années, à se débarrasser des sociétés étatiques. Car en plus du fait qu'il n'a plus d'argent, il doit s'endetter davantage pour boucher sans cesse les déficits chroniques de ces sociétés.

Pour à la fois mettre fin à cette hémorragie financière et avoir de l'argent frais dont il a bien besoin, l'Etat a commencé à

privatiser ses sociétés et à vendre les actions qu'il a dans d'autres sociétés. Mais les acquéreurs ne se bousculent pas, et l'Etat traîne toujours la quasi totalité de ses sociétés comme un fardeau insupportable.

Il semble donc que le véritable but de ce "Forum des investisseurs" est de trouver des acheteurs des entreprises d'Etat. Un des journalistes présents à ce Forum a d'ailleurs relevé que le premier ministre est revenu plusieurs fois sur la privatisation, comme un refrain.

Les organisateurs de ce Forum étaient très satisfaits du fait que pas moins de 300 hommes d'affaires étrangers aient répondu à leur invitation. Mais ceux-ci n'avaient pas non plus des raisons de se plaindre, ne serait-ce que parce qu'ils avaient déboursé "moins de 5.000FF pour le billet d'avion et la chambre dans un hôtel 5 étoiles", selon Jeune Afrique Economie. Quel homme d'affaires ne s'offrirait pas quelques jours de vacances à ce prix-là?

Aussi, pour ajouter l'utile à l'agréable, ces hommes d'affaires ont tenu à faire le déplacement pour voir de près ce qui pourrait être intéressant pour eux dans la perspective d'une reprise économique. La hausse légère des prix du café et du cacao aurait entraîné l'année dernière un taux de croissance de 1,7%. C'est les manifestations concrètes de cette croissance qu'ils voulaient vérifier. C'est ce qu'a exprimé un des participants en ces termes: "si une telle manifestation avait eu lieu il y a deux ans, il n'y aurait pas eu autant de monde".

Donc pour que les hommes d'affaires se décident à

investir en Côte d'Ivoire ou ailleurs, il faudra une reprise effective de l'économie, c'est-à-dire la certitude de faire des profits. Mais cette relance de l'économie ne dépend absolument pas des initiatives, bonnes ou mauvaises du gouvernement ivoirien. Tout simplement parce que cette crise est mondiale et que les grands pays industrialisés qui dirigent le monde ne savent pas eux-mêmes comment y mettre fin.

L'impuissance des pays industrialisés face à la crise depuis plus de 20 ans montre bien que la véritable solution à la crise est à chercher, non pas dans le système capitalisme lui-même, mais ailleurs, c'est-à-dire

en remplaçant ce système économique aberrant par une autre société plus juste et plus rationnelle.

Alors, en cette période de campagne électorale, les prévisions très optimistes du premier ministre qui parle déjà d'un taux de croissance de 6,5% à la fin de cette année et de 10% au moins en 1998 sont tout simplement des propos démagogiques, à classer dans le catalogue des promesses électorales. Tout comme le slogan "l'éléphant d'Afrique". C'est d'ailleurs accessoirement à des fins électoralistes que le "Forum des investisseurs" a été organisé.

EMIRATS ARABES UNIS LA BARBARIE LEGALE

Le 16 septembre dernier une jeune Philippine de 16 ans, Sarah Balabagan, employée de maison dans une famille riche d'Abu Dhabi, a été condamnée à mort pour le meurtre de son patron, alors que elle n'avait fait que se défendre pour mettre un terme aux viols dont elle avait été victime à plusieurs reprises.

L'histoire de cette jeune fille est aussi celle de milliers d'autres filles chassées par la misère de leur pays natal. Sarah est allée à Abu Dhabi chercher du travail pour aider sa famille. Là, elle a travaillé comme employée de maison, tous les jours de 5h à 2h du matin. Elle n'avait pratiquement pas le temps de se reposer, et ne pouvait prétendre à aucun congé. C'est un véritable esclavage moderne.

Mais pour son employeur, ce n'était pas encore suffisant que Sarah se tue au travail. Il faisait subir à celle-ci des violences sexuelles. Pour en finir avec ce calvaire, Sarah a tué l'employeur sadique et vicieux en juillet 1994, de plusieurs coups de couteau.

Les agressions sexuelles qu'a subies Sarah sont loin d'être un cas isolé. En effet, selon certains journaux, chaque année des milliers d'employées de maison quittent les pays du Golfe à cause des sévices sexuels et des mauvais traitements de la part de leurs employeurs. Mais c'est une des rares fois qu'en la personne de Sarah, une employée de maison a osé se défendre en tuant son agresseur.

Lors de son jugement l'année dernière, Sarah répétait inlassablement: "je n'ai fait que me défendre". Le tribunal islamique semblait avoir pris cela en compte en la condamnant à sept ans de prison. Mais cette peine lourde et injuste n'était pas assez sévère pour la famille du violeur qui, avec le soutien du chef de l'Etat des Emirats, a demandé la révision du procès.

C'est donc lors d'un deuxième jugement, en septembre dernier, que le même tribunal a remis en cause la légitime défense et a parlé de "la prétendue tentative de viol" avant de condamner à mort la jeune fille. Manifestement, les autorités ont tenu à réviser le procès et à infliger la peine capitale pour décourager d'autres employés de maison qui, victimes de viols, seraient tentées de

porter plainte contre leurs employeurs.

Ce procès scandaleux a provoqué à juste titre une indignation générale dans le monde. De partout, des protestations individuelles et surtout collectives à travers des associations féminines ont été adressées aux autorités d'Abu Dhabi. Cette mobilisation les a fait reculer et, aux dernières nouvelles, il ne serait plus question de peine de mort.

Cependant Sarah risque d'être condamnée à plusieurs années de prison. C'est pourquoi il faut continuer à se battre pour obtenir un acquittement pur et simple. Mais au-delà de la misère et des cruautés subies par Sarah, c'est la barbarie de l'ensemble de la société qu'il faut supprimer.

COMORES: LE DERNIER COUP D'ETAT DE BOB DENARD

Le 28 septembre dernier, Bob Denard a encore réussi à destituer l'actuel président comorien Saïd Mohamed Djohar par un coup d'Etat en débarquant avec ses mercenaires à Moroni. Il a mis à sa place un jeune capitaine nommé Combo, qu'il a sorti de prison. Ce dernier était prisonnier depuis 1992 parce qu'il était soupçonné de tentative de coup d'Etat.

L'action de ce vieux mercenaire n'aura duré que quelques jours. Après quelques hésitations, l'impérialisme français a rétabli la situation en envoyant ses troupes arrêter les mercenaires et faire

prisonnier Bob Denard. Et pour l'heure c'est le premier ministre qui assure l'intérim du pouvoir.

Bob Denard a servi l'impérialisme français depuis une vingtaine d'années dans des actions militaires dans ce pays. Déjà en 1975 il avait aidé Ali Soilih à prendre le pouvoir en chassant par un coup d'Etat Ahmed Abdallah. Quelques années après, en 1978, ce même Bob Denard, à la tête d'un commando renverse Ali Soilih pour remettre au pouvoir Ahmed Abdallah. Bob Denard organise et dirige la garde présidentielle d'Abdallah. Il fait la pluie et

le beau temps aux Comores et met la main sur les finances de ce pays.

Onze ans après il est de nouveau trempé dans le renversement et l'assassinat de ce même Abdallah en 1989. Finalement l'impérialisme français, las de ce mercenaire qui en fait trop à sa guise, l'a écarté du pouvoir par l'intervention de ses parachutistes.

Malgré la décolonisation, l'impérialisme français n'a pas cessé de faire et de défaire les gouvernements africains. Parfois, dans le secret des cabinets ministériels et en s'appuyant tout simplement sur les forces et les ambitions locales. Parfois, en faisant intervenir officiellement son armée. Bob Denard et les crapules de son

acabit servaient pour les coups tordus, où le France ne pourrait pas s'engager directement. Bob Denard n'a jamais été qu'un instrument. Il se peut que cette fois, l'instrument ait échappé des mains qui le manipulaient habituellement et ait cru pouvoir jouer son propre jeu. Encore que... le président en titre, Mohamed Djohar, démis par Bob Denard reste en résidence surveillée à la Réunion.

Derrière le coup d'Etat raté de Bob Denard, il y a apparemment un autre, réussi celui-là, par lequel le gouvernement français s'est débarrassé d'un Mohamed Djohar devenu impopulaire et de surcroît sensible aux sirènes de l'islamisme et qu'il était temps que ses maîtres de Paris le forcent vers la porte de sortie.

IL Y CENT ANS MOURAIT ENGELS

Engels était l'ami de Marx et le collaborateur de toute son oeuvre. Ce brillant intellectuel, fils d'un industriel allemand pourtant conservateur, avait fait dans sa jeunesse un séjour en Angleterre. Il a vu de près les atroces conditions de vie faites alors à la classe ouvrière dans ce pays où le capitalisme était le plus développé à l'époque. Il s'y est lié avec les milieux socialistes.

De sa collaboration avec Marx allait naître une nouvelle conception de l'histoire: le matérialisme historique. Le socialisme n'est plus considéré comme un projet artificiel de société idéale, mais comme un

stade d'organisation sociale que les lois de l'histoire rendent possible et nécessaire.

Engels et Marx adhèrent, en 1847, à la Ligue des communistes qui les chargent de rédiger son programme. Ce sera le Manifeste du parti communiste.

L'organisation sociale (esclavage dans l'antiquité, servage au moyen âge, salariat à l'époque contemporaine) est déterminée par le degré de développement des forces productives. Ces différentes formes de société reposent toujours sur la propriété privée défendue avec violence par les

classes dominantes. "L'Etat, c'est des bandes d'hommes armés pour la défense de la propriété", écrivait Engels.

En montrant que la lutte des classes est le moteur de l'histoire, Marx et Engels ne donnent pas seulement une clé permettant de mieux comprendre le passé, mais aussi un moyen de comprendre le présent et de préparer l'avenir.

Pour en finir avec le vieil ordre social qu'est le capitalisme, les travailleurs devront recourir à la force armée et construire leur propre Etat qui représentera les intérêts de la grande majorité de la population. Pour Marx et Engels, les intérêts généraux de l'humanité se confondent désormais avec ceux de la classe ouvrière.

Quand la bourgeoisie sera définitivement vaincue, l'Etat prolétarien pourra dépérir pour laisser la place à une société sans armée, sans prison, sans frontières. Une société où tous les hommes seront libres.

Marx et Engels jouèrent un rôle important dans la fondation en 1864 de l'Association Internationale des Travailleurs (1re Internationale) qui travaille à organiser les ouvriers de tous les pays.

Le monde a beaucoup changé depuis la mort d'Engels. Pourtant les tares qu'il dénonçait dans le capitalisme sont restées les mêmes et ont été portées à une échelle bien plus vaste. Le

capitalisme a certes permis des progrès techniques et un développement considérable des capacités de production. Mais cela s'est fait au prix du pillage de toute la planète, de l'appauvrissement de tous les peuples du tiers-monde.

Après avoir engendré deux guerres mondiales, ce système sénile est périodiquement secoué par des crises économiques, dont la dernière menace de s'aggraver à tout moment et de balancer toute l'humanité dans la barbarie.

Intégré dans le système capitaliste, le continent africain en a subi tous les méfaits. La saignée esclavagiste fut la première ponction meurtrière que les négriers capitalistes réalisèrent sur le continent.

Par la suite, le colonialisme a institutionnalisé le pillage en modifiant l'économie et les structures sociales. Avec la décolonisation, le pillage du continent, l'exploitation de ses classes laborieuses n'ont pas cessé, pas plus que les transferts de valeur considérables des pays les plus pauvres vers la bourgeoisie des pays riches.

Aujourd'hui le capitalisme vieillissant fait ses ravages dans le monde entier. Pour le transformer radicalement, le cri de ralliement proclamé par Marx et Engels est toujours d'actualité: "Proletaires de tous les pays, Unissez-vous".

* * * * *
* * * * *
* * *

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.